Re Bélisle

AFFAIRE INTÉRESSANT :

Les Règles de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

et

Philippe Bélisle

2021 OCRCVM 23

Formation d'instruction de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
(section du Québec)

Audience tenue le 13 septembre 2021 à Montréal, Québec par vidéoconférence
Décision rendue le 12 Octobre 2021

Formation d'instruction

Robert Monette, président, François Breton et François Demers

Comparutions

Me Fanie Dubuc, avocate de la mise en application

Me Gérald Soulière, pour Phillippe Bélisle

Philippe Bélisle (absent)

DÉCISION SUR LES SANCTIONS

¶ 1 Le 14 décembre 2020, le personnel de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) rend un avis d'audience (avis) concernant Philippe Bélisle (l'intimé).

¶ 2 Cet avis fait référence à l'exposé des allégations qui identifie les contraventions alléguées par l'OCRCVM à l'égard de l'intimé. Ces contraventions sont :

Chef 1

Au cours de la période allant de février à avril 2015, l'intimé s'est approprié les fonds d'une cliente pour ses fins personnelles, contrevenant ainsi à l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres et de la Règle 1400 des Règles consolidées (après le 1^{er} septembre 2016).

Chef 2

Au cours de la période allant de février 2015 à novembre 2016, l'intimé a effectué des opérations non autorisées dans le compte d'une cliente, en contravention de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres et de la Règle 1400 des Règles consolidées (après le 1^{er} septembre 2016).

Chef 3

Au cours de la période allant de février 2015 à novembre 2016, l'intimé a effectué des opérations dans le compte d'une cliente qui n'étaient pas dans les limites d'une saine pratique des affaires, en contravention de l'alinéa 1 (o) de la règle 1300 des courtiers membres.

¶ 3 Suite à la comparution de l'intimé, les parties conviennent d'un échéancier dont la première étape est le dépôt par l'intimé d'une demande en arrêt des procédures (la requête); ladite requête est entendue le 27 avril 2021.

¶ 4 Dans sa décision du 17 mai 2021, la formation d'instruction (la formation) rejette la requête de l'intimé. L'audience au fond est alors fixée au 28 juin 2021.

¶ 5 À la date du 28 juin 2021, la formation est informée par le procureur de l'intimé que ce dernier entend reconnaître sa responsabilité face aux trois contraventions alléguées dans l'exposé des allégations. Dans sa décision du 5 juillet 2021, la formation confirme la responsabilité de l'intimé et fixe, du consentement des parties, l'audience des sanctions au 13 septembre 2021.

¶ 6 L'audition sur les sanctions s'est tenue le 13 septembre 2021, les parties ont déposé respectivement un argumentaire et soumis leur plaidoirie sur la nature des sanctions proposées. La formation, ayant pris l'affaire en délibéré, rend la présente décision.

La juridiction

¶ 7 En conformité avec l'article 33 de la Règle 20, une formation d'instruction peut imposer à une personne inscrite qui s'est reconnue coupable de contraventions à la législation applicable en valeurs mobilières les sanctions qu'elle juge appropriées :

33. Personne inscrite

(1) Au terme d'une audience disciplinaire, la formation d'instruction peut imposer les sanctions prévues au paragraphe (2) si elle est d'avis que la personne inscrite :

- (a) a fait défaut de se conformer aux dispositions de toute loi, règlement, ordonnance ou instruction générale, de compétence fédérale ou provinciale, ayant trait à la négociation de valeurs mobilières ou de contrats à terme ou aux services de conseil sur les valeurs mobilières ou les contrats à terme;
- (b) a fait défaut de se conformer aux dispositions de toute Règle ou Ordonnance de la Société;
- (c) a fait défaut de se conformer à une entente intervenue avec la Société ou à un engagement pris envers la Société.

(2) Dans les cas prévus au paragraphe (1), la formation d'instruction peut imposer à la personne inscrite une ou plusieurs des sanctions suivantes :

- (a) un blâme;
- (b) une amende n'excédant pas le plus élevé des montants suivants, à savoir :
 - (i) 1 000 000 \$ par contravention; ou
 - (ii) un montant égal au triple du profit réalisé ou de la perte évitée par la personne inscrite en raison de la contravention;
- (c) une suspension de l'inscription pour la période et aux conditions fixées par la formation;
- (d) des conditions de maintien de l'inscription;
- (e) une interdiction d'inscription temporaire à un titre quelconque pour la période fixée par la formation;
- (f) la révocation des droits et privilèges rattachés à l'inscription;

- (g) une radiation permanente de l'inscription;
- (h) une interdiction permanente de l'inscription;
- (i) toute autre mesure ou sanction appropriée.

¶ 8 En vertu de l'article 49 de la Règle 20, la formation peut aussi ordonner à l'intimé le paiement des frais d'enquête selon les circonstances déterminées.

¶ 9 Dans l'exercice de sa juridiction, la formation est investie d'un large pouvoir discrétionnaire dont l'exercice s'effectue en fonction des faits de l'espèce, des dispositions habilitantes et des circonstances de la conduite¹.

Les faits pertinents

¶ 10 Du 16 mai 2014 jusqu'à son congédiement le 13 décembre 2016, l'intimé était un représentant inscrit à l'emploi de Financière Banque Nationale inc. (FBN), société réglementée par l'OCRCVM. Depuis cette dernière date, l'intimé n'est plus à l'emploi d'une société membre de l'OCRCVM.

¶ 11 En mai 2014, la cliente (la cliente) ouvre avec l'intimé trois comptes discrétionnaires avec un objectif d'investissement de type « croissance ». La cliente est en fait la conjointe du père de l'intimé.

¶ 12 En novembre 2014, la cliente ouvre deux comptes sur marge (comptes marge), l'un en dollars canadiens et le second en dollars américains pour lesquels la gestion de l'intimé sera non discrétionnaire.

¶ 13 Au moment de l'ouverture des comptes marge, la cliente signe les documents d'ouverture, incluant une Convention relative à la négociation d'options dans lesquels il est indiqué que la gestion offerte par l'intimé serait non discrétionnaire et qu'aucune autre personne n'exerce un contrôle, une emprise ou une autorité sur ces comptes. Les comptes marge sont ouverts avec un objectif de type « croissance maximale ».

¶ 14 Les renseignements aux comptes marge indiquent erronément que la cliente a une expérience avec les contrats d'option. L'intimé a déclaré n'avoir aucun intérêt financier dans ces comptes marge.

¶ 15 Selon l'intimé, il a été convenu avec le conjoint de la cliente (le conjoint) que les comptes marge seraient gérés de façon discrétionnaire, sans obtenir l'accord préalable de la cliente avant d'effectuer des opérations aux comptes. Toujours selon l'intimé, le conjoint avait une procuration verbale de la cliente l'autorisant à donner des instructions reliées aux comptes de celle-ci.

¶ 16 La formation souligne que le conjoint est le père de l'intimé.

¶ 17 En janvier 2015, la cliente et son conjoint signent des contrats de cautionnement. Les comptes marge de la cliente sont garantis par les comptes discrétionnaires et le conjoint se porte caution des obligations de la cliente envers FBN. Le conjoint refuse de recevoir à titre de caution des duplicatas des relevés de portefeuille de la cliente.

¶ 18 Selon l'intimé, il était convenu avec le conjoint que des comptes marge soient ouverts au nom de la cliente. L'objectif était d'utiliser le pouvoir d'emprunt lié à la valeur des actifs, ce qui permettait à l'intimé d'emprunter des fonds appartenant à la cliente, sans son consentement. Il a aussi été entendu avec le conjoint que les comptes marge seraient également gérés de façon discrétionnaire, sans accord préalable de la cliente.

¶ 19 En date du 16 février 2015, un premier montant de 150,000\$ est transféré par l'intimé des comptes marge de la cliente vers le compte bancaire de son conjoint à la FBN. Au moment de ce transfert, l'intimé donne instruction à son adjointe de falsifier la signature de la cliente sur la demande de transfert. De plus, l'intimé demande à son adjointe de modifier le mode de transmission des documents reliés aux comptes de marge avec le résultat que seul le conjoint de la cliente était notifié.

¹ *Re St-James* 2021 OCRCVM 02, par. 59

¶ 20 Il faut spécifier que l'adjointe est la conjointe de l'intimé.

¶ 21 Trois transferts supplémentaires de 20,000\$ qui n'exigent pas la signature de la cliente se font selon le même procédé. Ultiment un montant total de 210,000\$ sera transféré dans le compte de l'intimé, toujours à l'insu de la cliente. Ce montant devait permettre à l'intimé d'effectuer des travaux de rénovation à son domicile.

¶ 22 Par la suite et toujours avec l'accord du conjoint, l'intimé a géré les comptes marge de la cliente de manière discrétionnaire afin de générer des gains pour couvrir le montant de 210,000\$.

¶ 23 L'objectif de l'intimé était d'effectuer des transactions sur options selon une stratégie risquée de levier; conséquemment, 1,250 opérations furent effectuées pour la période de février 2015 à novembre 2016 toujours à l'insu de la cliente. Durant cette même période, le solde débiteur mensuel moyen dans les comptes marge était de 360,000\$ et le montant net des commissions se situait à 12,600\$.

¶ 24 Dans le suivi de ces événements, le conjoint a effectué des remboursements aux comptes de la cliente, son épouse; soit en 2016, un montant de 210,000\$² et en 2018-2019 un montant de 280,000\$³ en plus des intérêts.

¶ 25 La formation prend note que la cliente n'a pas déposé de plainte contre l'intimé.

¶ 26 Voilà l'essentiel des faits pour lesquels l'intimé a reconnu sa responsabilité.

¶ 27 Dans le cadre de son analyse des facteurs pertinents, la formation pourra faire référence à d'autres faits qui appuient les prétentions des parties.

Les prétentions des parties

¶ 28 L'OCRCVM soumet que les sanctions suivantes soient imposées à l'intimé;

- a. une interdiction permanente d'inscription à quelque titre que ce soit;
- b. une amende de 100,000\$ pour le chef 1
- c. une amende de 50,000\$ pour le chef 2
- d. une amende de 50,000\$ pour le chef 3
- e. le remboursement des avantages financiers obtenus indûment pour un total de 222,600\$
- f. une partie des frais encourus, soit un montant de 30,000\$.

¶ 29 Quant à l'intimé, il propose les conclusions suivantes;

- a. Une suspension maximale de 5 ans à compter de novembre 2016
- b. Aucune amende n'est imposée à l'intimé
- c. Aucuns frais ne sont imputés à l'intimé.

¶ 30 La procureure de l'OCRCVM propose des sanctions et montants réclamés qui se retrouvent dans une fourchette élevée de décisions alors que le procureur de l'intimé favorise une intervention plus clémente de la part de la formation.

Les facteurs d'analyse

¶ 31 Il est approprié que l'OCRCVM, en tant qu'organisme chargé de surveiller l'ensemble des opérations sur les marchés de titres de capitaux propres et les marchés de titres de créance au Canada et poursuivant

²I-21

³I-22

l'objectif de maintenir une norme élevée de conduite pour ses membres, fasse des recommandations sur les sanctions à la formation, étant entendu, évidemment, que la formation ne sera pas liée par ces recommandations.

¶ 32 La formation reconnaît que les Lignes directrices invoquées par l'OCRCVM sont utiles dans les procédures disciplinaires portant sur la conduite dans le secteur du placement : les principes et les facteurs clés indiqués établissent un cadre pour l'exercice du pouvoir discrétionnaire dans la détermination de sanctions qui correspondent aux objectifs généraux des sanctions.

¶ 33 Comme nous l'avons mentionné précédemment et comme précisé par les Lignes directrices, ces principes généraux et ces facteurs clés ne visent pas à entraver l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la formation d'instruction dans la détermination des sanctions appropriées⁴; il est entendu que toute affaire disciplinaire constitue un processus dépendant des faits, dans lequel la formation conserve le pouvoir discrétionnaire d'imposer les sanctions qu'elle considère comme appropriées.

¶ 34 La formation entend reprendre les principes et les facteurs d'analyse en reconnaissant que les sanctions imposées doivent être adaptées à la conduite examinée ce qui sous-entend l'appréciation des facteurs atténuants ou aggravants en l'espèce.

Les facteurs aggravants

¶ 35 La conduite fautive de l'intimé lui a permis de s'approprier une somme de 210,000\$ appartenant à sa cliente et dont il entendait se servir pour financer des travaux de rénovation à sa résidence personnelle.

¶ 36 L'intimé a commis les infractions par le moyen de signatures contrefaites, incitant une adjointe à compléter des documents exigés par l'entreprise, sans autorisation de la cliente.

¶ 37 L'intimé a reçu de manière indue des commissions pour un montant net de 12,600\$.

¶ 38 Durant la période de février 2015 à novembre 2016, l'intimé a effectué un grand nombre d'opérations sur vente ou achat d'options et d'actions dans les comptes marge, sans aviser la cliente. Ainsi, sur une période d'une durée d'un an et 9 mois, l'intimé a effectué plus de 1,250 opérations aux comptes marge-options non discrétionnaires.

¶ 39 L'intimé a mis en œuvre une stratégie de nature spéculative qui n'était pas dans les limites d'une saine pratique des affaires.

Les facteurs atténuants

¶ 40 L'OCRCVM a entrepris son enquête suite à une entrevue entre l'intimé et son employeur dans laquelle l'intimé relate les événements conduisant aux infractions reprochées.

¶ 41 La cliente n'a pas porté plainte et reconnaît les gestes posés par son conjoint et l'intimé.⁵

¶ 42 L'intimé avait l'intention de rembourser la cliente à la réception de ses bonis d'activités qui ont été contestés et retenus par son ex-employeur. Quant au conjoint, il a cautionné les comptes de la cliente et effectué par la suite des remboursements à ces comptes.

¶ 43 L'intimé a collaboré pleinement à l'enquête en dénonçant rapidement les faits controversés et en enregistrant un plaidoyer de responsabilité. Lorsque l'OCRCVM a terminé son enquête, l'intimé s'est informé de la progression de son dossier disciplinaire.

¶ 44 L'intimé n'a pas d'antécédent disciplinaire. Il s'agit d'un geste isolé dans le cours de sa carrière maintenant abandonnée suite à son congédiement.

⁴ Voir les lignes directrices sur les sanctions

⁵ CP-66

¶ 45 L'intimé a subi un inconvénient du fait du délai de l'enquête de l'OCRCVM à son sujet.

Les lignes directrices

¶ 46 Les lignes directrices sur les sanctions de l'OCRCVM établissent les concepts suivants.

¶ 47 Les sanctions disciplinaires sont de nature préventive et doivent notamment viser à protéger le public investisseur, à renforcer l'intégrité du marché et à améliorer les normes et pratiques professionnelles générales.

¶ 48 Le but premier est la prévention et non la punition. On veut empêcher la poursuite d'un tel geste par l'intimé, mais aussi lancer un message clair à ceux qui seraient tentés de l'imiter qu'une telle conduite ne sera pas tolérée.⁶

¶ 49 Il faut que les sanctions établissent un juste équilibre entre la conduite fautive particulière reprochée à la personne réglemantée et les attentes de la profession. La sanction doit être suffisamment importante pour être un facteur de dissuasion générale, mais également proportionnée pour amener l'adhésion des intervenants parce que la sanction est juste.

¶ 50 Dans le cas de contraventions multiples, les sanctions globales imposées ne doivent pas être excessives ou disproportionnées par rapport à la gravité de la conduite fautive d'ensemble à sanctionner. Des contraventions multiples peuvent cependant constituer un facteur aggravant.

¶ 51 Enfin, dans son exercice d'application de tous ces principes la formation doit assurer la protection du public, mais elle doit aussi traiter équitablement « celui dont le gagne-pain est placé entre ses mains ».⁷

Analyse juridique

¶ 52 Dans cette analyse, nous procéderons à spécifier certains faits aggravants ou atténuants, mais il faut comprendre que l'ensemble des faits a orienté notre raisonnement.

¶ 53 La procureure de l'OCRCVM a produit un document synthèse d'autorités sur lesquelles elle s'appuie pour établir une fourchette de sanctions en semblables infractions reprochées à l'intimé.

Chef 1 - l'appropriation

¶ 54 Quant au premier chef concernant l'appropriation illicite la formation retient quatre autorités qui sont particulièrement connexes dont les deux premières présentées par la procureure de l'OCRCVM.

¶ 55 Dans l'arrêt *Re Scerbo*⁸, les infractions commises sont des gestes frauduleux posés (appropriation) à l'égard de l'épouse de l'intimé pour lesquels la formation a conclu à une interdiction permanente. Cependant elle se distingue de la présente par sa durée (4 ans), le nombre de retraits (57) et le préjudice irréversible causé à la cliente. De plus, l'intimé n'a jamais collaboré à l'enquête de l'OCRCVM.

¶ 56 Dans le règlement concernant l'arrêt *Re Silvaggio*⁹, une interdiction permanente a été décidée pour des appropriations illégales à l'égard de clients qui entretenaient des liens familiaux avec l'intimée. L'intimée a falsifié une série de documents, ce qui lui a permis de réaliser 50 opérations non autorisées et de s'enrichir d'un montant de 239,500\$.

¶ 57 Dans l'affaire *Re Giroux-Garneau*¹⁰, l'intimée a été reconnue coupable d'opérations boursières non

⁶ *Re St-James* 2021 OCRCVM 02 par. 61 et ss.

⁷ *Ordre des ingénieurs du Québec c. Gilbert* 2016 QCCA 1323

⁸ *Re Scerbo* 2017 OCRCVM 57

⁹ *Re Silvaggio* 2011 OCRCVM 63

¹⁰ *Re Giroux-Garneau* 2016 OCRCVM 46

autorisées et appropriation illégale de fonds (15,000\$). L'intimée était la conjointe et aidante naturelle du client. La formation ayant tenu compte du contexte familial particulier a imposé des amendes et une interdiction d'agir de 10 ans.

¶ 58 Dans l'affaire *Re Chher*¹¹, les reproches adressés à l'intimé concernaient la mauvaise utilisation d'une procuration émise par la cliente, sa mère. L'intimé s'autorisait de la procuration afin d'utiliser pour ses fins les argents des comptes de la cliente. Décrivant le modus operandi, la formation conclut que l'intimé n'avait pas l'intention de frauder ou voler sa cliente. Référant au contexte familial, la formation conclut à une interdiction d'agir de 10 ans et une surveillance stricte d'un an.

¶ 59 Comme souvent rappelé dans cette jurisprudence, la procureure de L'OCRVM a raison d'insister sur le caractère sérieux de l'appropriation illicite de fonds reproché à l'intimé. La relation client-courtier est basée exclusivement sur la confiance. L'expectative du client est que le courtier agira de bonne foi avec le pécule confié d'autant que la plupart du temps cet argent représente le résultat de plusieurs années de labeur : un manquement à cette obligation déontologique par l'intimé a un impact majeur négatif sur l'intégrité du milieu.

¶ 60 De même, la collaboration de son adjointe exigée par l'intimé en vue de falsifier des documents de la cliente est inexcusable. La création d'un faux constitue objectivement une faute.

¶ 61 Néanmoins, la formation constate que l'intimé n'avait pas l'intention ferme de frauder la cliente; il s'en remettait au conjoint de celle-ci et il prévoyait rembourser les montants subtilisés. Les gestes de l'intimé se situent dans un cadre de gradation de sévérité moins élevée que, par exemple, les cas de fraude intentionnelle à grande échelle. Il faut encore rappeler que l'adjointe est la conjointe de l'intimée et employée de FNB.

¶ 62 Ceci étant, le dossier présente tout de même un contexte particulier où les membres d'une même famille se retrouvent. Ainsi l'intimé s'est autorisé du consentement du conjoint de la cliente, son père dans les faits, en vue d'exécuter la gestion inappropriée des fonds; il faut rappeler que le conjoint était aussi caution des comptes de la cliente dans lesquels les retraits ont eu lieu. Cette particularité familiale se continue alors que le conjoint décidera de rembourser les sommes manquantes aux comptes de sa conjointe, la cliente.

¶ 63 Malgré l'assentiment du conjoint qui pouvait reconforter l'intimé dans ses démarches, ce dernier ne devait s'en tenir qu'à ses seules obligations déontologiques. L'intimé n'était redevable qu'à sa cliente; le contexte familial n'exonérait pas l'intimé de son devoir de gestionnaire responsable.

¶ 64 Enfin, la formation considère que la collaboration de l'intimé a été très adéquate lors de l'enquête soit lors son interrogatoire ou de la remise des renseignements demandés; en plus l'intimé avait manifesté son intérêt pour la suite de son enquête et la médiation possible¹². Il faut souligner que l'intimé a décidé de déposer un plaidoyer de responsabilité; ce geste a une incidence autant pour lui-même que pour les membres de la famille.

¶ 65 Par conséquent, quoique le contexte familial dans la présente affaire soit pertinent, il ne peut cependant excuser l'intimé. La sanction doit être sévère, mais la formation ne croit pas qu'elle requiert l'interdiction permanente.

¶ 66 Nous décidons que la sanction sous le premier chef devrait être une interdiction temporaire de 10 ans, une période de surveillance stricte dans les deux premières années d'une réinscription, une amende de 50,000\$ ainsi qu'une remise de 12,600\$.

¶ 67 Dans l'exercice de notre discrétion et comme nous avons déjà reconnu que l'OCRVM avait causé un délai supplémentaire par manque de diligence, nous sommes d'accord pour créditer en faveur de l'intimé une

¹¹ *Re Chher* 2011 OCRCVM 79

¹² I-11

période de 14 mois applicable au calcul de l'interdiction temporaire.

Chefs 2 et 3

¶ 68 Quant aux chefs 2 et 3, dans l'ensemble et en tenant compte des particularités de chaque affaire les sanctions pécuniaires proposées par l'OCRCVM se situent dans une fourchette acceptable. Il faut ajouter que les amendes sont évidemment plus élevées lorsque la formation conclut au manque de collaboration de l'intimé.

¶ 69 Les chefs 2 et 3 visent toutefois le même type d'opérations effectuées dans les comptes de la cliente, mais sous deux angles différents; les opérations n'étaient pas autorisées et elles n'étaient pas dans les limites d'une saine gestion.

¶ 70 Il s'agit ici de deux contraventions graves, mais elles sont rattachées entre elles au point qu'il serait plus adéquat de fixer une amende globale cumulative.

¶ 71 Nous décidons que la sanction sous les chefs 2 et 3 devrait être une amende globale de 50,000\$.

Les frais

¶ 72 Comme mentionné plus haut, nous avons déjà décidé¹³ que l'intimé avait subi un délai excessif occasionné par un manque de diligence lors de l'enquête menée par l'OCRCVM. De plus, dans notre décision nous avons conclu qu'un remède approprié serait l'exercice de notre discrétion lors des dépens.

¶ 73 Conséquemment, nous sanctionnons l'intimé à un montant de 10,000\$ en paiement des frais.

Conclusion

¶ 74 Tout en insistant sur le caractère particulier de la présente affaire, nous sommes satisfaits que les sanctions imposées soient de nature préventive et visent à renforcer l'intégrité du marché.

¶ 75 Elles sont suffisamment lourdes pour décourager l'intimé d'une conduite fautive à l'avenir et dissuader les autres d'agir ainsi.

Pour ces motifs, la formation impose les sanctions suivantes :

- a. Quant au premier chef, une interdiction temporaire de 10 ans moins 14 mois, une période de surveillance stricte de deux ans, une amende de 50,000\$ et une remise de 12,600\$;
- b. Quant aux deuxième et troisième chefs, une amende globale de 50,000\$;
- c. Quant aux frais, un montant de 10,000\$.

Fait à Montréal le 12 octobre 2021.

Robert Monette

François Breton

François Demers

Tous droits réservés © Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières, 2021.

¹³ Jugement sur la demande d'arrêt des procédures